

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Législative partielle au 1er siège de Lekoni-Lekori: un boulevard pour le PDG ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

L'ATTENTION de l'opinion publique nationale semble être focalisée sur les élections sénatoriales dont le premier tour est prévu le 30 janvier et le second, le 6 février prochain. On en viendrait presque à oublier que, dans le même temps, doit se tenir également la législative partielle au 1er siège du département de Lekoni-Lekori (Obegue, Otou II, Entsaga, Akaga, Kakoumbou, Ndoua), dans la province du Haut-Ogooué.

Rien d'anormal à cette réalité. Car, sauf un retournement spectaculaire de situation (invraisemblable), ce siège devrait retomber dans l'escarcelle du Parti démocratique gabonais (PDG). Ce, d'autant plus que cette circonscription électorale constitue une place forte de cette formation politique, une citadelle quasi imprenable pour l'opposition et pour tous ceux qui nourriraient des velléités de contester son hégémonie. Preuve en a été fournie lors des élections couplées d'octobre 2018 où le candidat du PDG, Ali Akbar Onanga Y'Obegue avait raflé la mise, dès le premier tour, avec 91,35 % des suffrages exprimés face à l'indépendant Magloire Tchila, qui avait recueilli 8,65 % des voix. Un score suffisamment

évocateur de l'implantation du PDG dans la Lekoni-Lekori.

Une prouesse que pourrait rééditer Ali Akbar Onanga Y'Obegue, le 30 janvier prochain. D'autant que, selon certaines indiscretions, après avoir réintégré les rangs du PDG, il serait, à l'heure actuelle, le seul "camarade" à avoir manifesté de l'intérêt et de l'engouement à aller au front, pour défendre la bannière du parti au pouvoir. Si elle est confirmée, cette candidature devrait marquer son retour en

grâce, après une traversée du désert consécutive à son exclusion du PDG.

Reste à savoir si les candidats du PDG vont devoir passer par la case primaires, comme pour les sénatoriales. Si tel est le cas, il n'est pas exclu que "d'autres camarades" se prononcent pour remettre en cause "l'ordre établi". En tout cas, quel que soit le cas de figure, à ce qu'il semble, un boulevard s'ouvre au PDG au 1er siège du département de Lekoni-Lekori.



Photo: SM

**Les militants PDG de la Lékon-Lékori devraient se mobiliser lors de la législative partielle.**

## DN: les candidats aux sénatoriales soumis aux primaires

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des primaires, ce week-end, au Parti démocratique gabonais (PDG), en prélude aux élections sénatoriales des 30 janvier et 6 février prochains, semble provoquer un effet boule de neige. Une première en passe de se propager dans toutes les écuries politiques.

En effet, Démocratie nouvelle (DN) emboîte le pas au "parti de masse". La tête de file de DN, René Ndemezo'Obiang et les siens se retrouvent ce dimanche, pour désigner leurs porte-étendards dans les trois sièges qu'ils briguent dans la province du Woleu-Ntem.

Notamment dans la commune de Bitam, les départements du Ntem et de l'Okano. Tout comme à Louis, les militants de DN vont utiliser le même mode opératoire. D'abord, les candidats à la candidature vont manifester leur intérêt, via un dossier en bonne et due forme. Lequel sera examiné par les conseillers municipaux et départementaux, avant de procéder au vote par bulletin secret. Seulement, avec trois candidats à présenter aux élections sénatoriales à venir, l'organisation des primaires au sein du parti de René Ndemezo'Obiang se justifie-t-elle ?

C'est là, une des principales interrogations qui taraudent l'esprit des analystes et autres observa-



Photo: F. M. MOMBO / L'Union

**À «Démocratie Nouvelle» également, les candidats aux sénatoriales passeront d'abord par la case primaires.**

teurs du landerneau politique. À cette allure, il ne serait en tout cas pas surprenant que, d'ici la tenue proprement dite des élections

sénatoriales, d'autres partis politiques emboîtent le pas au PDG et à DN. Histoire d'être dans l'air du temps.

## Entre nous soit dit Des primaires hardies et des postures pusillanimes

NOUS sommes sidérés par la classe politique nationale car, son attitude, ainsi que sa pratique, est époustouflante. Une fois le chronogramme de la compétition sénatoriale annoncé par le Centre gabonais des élections (CGE), il nous apparaît curieux de constater que cette course pour le palais Omar-Bongo-Ondimba n'est que l'affaire des seuls "Pdgistes". Nous serions tentés de croire que l'innovation, par l'entremise des primaires, introduite par le secrétariat général du "parti de masse", tout en prouvant le dynamisme de la chapelle de Louis, a, dans le même temps, tétanisé et vitrifié le peu d'entrain qu'il y avait encore dans l'opposition émiettée et empêtrée dans des querelles de clocher.

Nous ne leur ferons pas le tort d'affirmer qu'elle est restée atone et aphone mais, de toute évidence, elle se distingue par des sorties anachroniques, qui montrent à

suffisance que ses acteurs sont en retard d'une guerre. Les réseaux sociaux et la toile sont empesés par des publications enflammées, qui remettent en cause le dernier découpage électoral, donc la répartition des sièges dans cette Chambre du Parlement. Nous prenons la Nation à témoin, pour rappeler à tous que la grande "palabre" d'Angondjé en l'an de grâce 2018 fut inclusive et sans tabous. Nous constatons à regret que l'appétence et la succulence des "perdiems" ont brouillé les perspectives de la trajectoire politique qui devait être balisée. Alors venir nous servir cette indigeste et infamante tambouille, qui fait du Haut-Ogooué une province privilégiée par le nombre de sièges attribués, est une hérésie et une gageure nourrie par d'autres desseins. Il est si simple et rationnel de faire le décompte des départements et de trouver le nombre de sièges conforme à cette arithmétique. Nous mettons

au défi tous ces esprits rétrogrades, de nous faire la démonstration que les décisions de l'auguste assemblée, qu'est le Sénat, sont tributaires du poids ou du nombre d'élus de telle ou telle zone géographique.

Comme si nous vivions un parachronisme singulier, nous nous interrogeons sur le fait que toute l'opposition dans sa pluralité n'aille pas à Akiéni, pour les législatives partielles qui vont s'y dérouler, et battre le fer contre le candidat du PDG. Car, demain, que l'on ne vienne pas nous ressasser cette antienne d'enclos protégé et exclusif. La compétition est ouverte à tous. S'en exclure est une faute démocratique et politique. Bassé!

Teddy OSSEY  
Chroniqueur